

## **Les Haïtiens doivent être les premiers artisans de la reconstruction de leur pays**

**Guy Debailleul, président du Conseil d'administration de Plan Nagua et professeur titulaire à l'Université Laval**

Après la catastrophe qui s'est abattue sur Port-au-Prince et dans toute la région de la capitale haïtienne, nous assistons à une mobilisation impressionnante de toute la communauté internationale. À en juger d'après les premières annonces et en espérant qu'elles se matérialiseront, une aide massive et peut-être sans précédent pour ce type de catastrophe devrait pouvoir être rassemblée dans un assez court terme. Car l'enjeu est tout simplement phénoménal : après avoir pris soin de ses morts dont on n'ose pas encore imaginer le compte, après avoir soigné ses blessés, pris en charge les innombrables sans-abri, il restera pour Haïti à rebâtir : non seulement rebâtir une ville mais réinstaller une capitale, restaurer les infrastructures, rétablir les bases d'un développement solide et durable qui manquent à Haïti depuis longtemps.

Une aide financière et une expertise technique internationales d'ampleur inégalée seront nécessaires pour atteindre des objectifs aussi démesurés et nous pouvons espérer qu'elles resteront disponibles tout le temps nécessaire, c'est-à-dire au minimum pendant plusieurs années. Elles seront véhiculées par les grandes institutions internationales ainsi que par un grand nombre d'agences nationales de coopération. Elles seront relayées et mises en œuvre par un plus grand nombre encore d'ONG humanitaires ou de coopération déjà présentes dans le pays. Mais dans cet immense effort de mobilisation, il y a un risque qu'un grand nombre d'Haïtiens soient relégués au statut de simples spectateurs ou figurants de la reconstruction de leur propre pays, voire qu'ils se retrouvent comme dans un camp de personnes déplacées, aussi confortable que ce camp puisse devenir. Les défis d'organisation, de planification et d'aménagement, l'approche souvent technique à la résolution des problèmes peuvent en effet servir de prétexte pour substituer des solutions toutes faites à l'implication du peuple haïtien.

Certes, les destructions et les disparitions ont encore réduit la capacité d'initiative et d'action d'un gouvernement qui avait déjà du mal à reprendre un certain contrôle sur les destinées du pays. Il reste cependant le premier acteur légitime qui doit arbitrer sur les différents choix à opérer. Et il importe de toute urgence de lui rendre les moyens de fonctionner. La société civile haïtienne doit être aussi au premier rang des acteurs et des décideurs. Une certaine image d'Haïti véhiculée par les médias peut facilement laisser croire que cette société civile n'existe pas et que le peuple haïtien survit, ballotté entre les querelles des clans politiques et les rivalités des élites cherchant à se partager les ressources du pays. Ce serait ignorer la richesse d'un tissu social structuré par un grand nombre d'associations, de syndicats, de coopératives qui contribuent avec leurs maigres moyens à faire changer les choses et dont les actions et les initiatives se substituent souvent à un État défaillant.

La reconstruction doit aller de pair avec le renforcement de la société civile qui a son mot à dire sur les choix à opérer. Ce serait par conséquent une grande erreur de considérer que la reconstruction matérielle est un préalable au renforcement du rôle de la société civile. Celle-ci doit au contraire être associée étroitement à toutes les phases du déploiement des moyens disponibles pour la reconstruction. Il en va de la pertinence des choix qui seront retenus et il en va de la force de la société haïtienne qui pourra par la suite reprendre la maîtrise de son développement.

La mobilisation internationale témoigne à certains égards de la capacité de la communauté internationale à faire preuve de solidarité face à de telles catastrophes. À cet égard, Il peut être impressionnant de constater que des équipes de sauveteurs, de médecins, de techniciens viennent d'horizons aussi lointains que la Chine, la Russie ou l'Australie. Mais n'y a-t-il pas lieu aussi et d'abord de miser sur les solidarités les plus proches et les plus immédiates qui ont des chances d'être les plus durables et de les renforcer ?

Plan Nagua a choisi depuis quelques années de privilégier le partenariat entre la République dominicaine et Haïti pour ses actions de coopération, de privilégier en quelque sorte une stratégie binationale pour contribuer au développement durable d'une île, celle d'Hispaniola que les deux pays se partagent pour le pire et le meilleur. Ainsi des projets pilotes entre associations ou organismes haïtiens et dominicains ont été encouragés : il en va ainsi, par exemple, de la coopération entre une Fédération des producteurs de café de la région sud de la République dominicaine et des producteurs haïtiens, ou entre un centre de vulgarisation agricole et de micro-financement de la République dominicaine et une organisation de producteurs agricoles haïtiens pour le développement et le financement de l'élevage de chèvres, projets qui ont bénéficié de l'appui de Plan Nagua. L'habitude prise de rassembler régulièrement nos partenaires haïtiens et dominicains commence à porter ses fruits en matière d'échange d'expérience et de mise en place de collaboration. Cette connaissance mutuelle forgée au fil des années est vraisemblablement pour quelque chose dans l'admirable mobilisation de plusieurs de nos partenaires pour venir en aide avec leur propre expertise à des partenaires haïtiens.

Il faut donc souhaiter que l'impressionnant effort de la communauté internationale observé à la suite de cette catastrophe puisse aider avant tout les Haïtiens à rebâtir eux-mêmes, et avec les partenaires les plus proches et les plus naturels, une société solidaire et confiante en son avenir.